

CONVENÇÃO EUROPEIA

SECRETARIADO

Bruxelas, 2 de Junho de 2003

CONV 777/03

CONTRIB 350

NOTA DE ENVIO

de: Secretariado

para: Convenção

Assunto: Contributo de Elena PACIOTTI, membro suplente da Convenção
– "Clarificar os princípios fundamentais da União"

O Secretário-Geral da Convenção recebeu de Elena PACIOTTI, membro suplente da Convenção, o contributo que figura em anexo.

CONTRIBUTION DE ELENA PACIOTTI

ECLAIRCIR LES PRINCIPES FONDAMENTAUX DE L'UNION

Dans le Traité constitutionnel transmis par le Praesidium le 26-27 mars 2003 on peut lire, quant à la liberté de circulation:

Art. I-4, § 1: "La libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux, ainsi que la liberté d'établissement sont garanties par l'Union et à l'intérieur de celle-ci, conformément aux dispositions de la présente Constitution."

Art. I-8, § 2: "Les citoyennes et citoyens de l'Union jouissent des droits et sont soumis aux devoirs prévus par la présente Constitution. Ils ont :

– le droit de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres ;..."

Art. II-45, § 1: "Tout citoyen ou toute citoyenne de l'Union a le droit de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres."

Quant à la non discrimination entre les citoyens:

Art. I-4, § 2: " Dans le domaine d'application de la présente Constitution, et sans préjudice des dispositions particulières qu'elle prévoit, est interdite toute discrimination exercée en raison de la nationalité."

Art. I-44: "Dans toutes ses activités, l'Union respecte le principe de l'égalité de ses citoyens. Ceux-ci bénéficient d'une égale attention de la part des institutions de l'Union."

Art. II-21, § 2: "Dans le domaine d'application de la Constitution et sans préjudice de ses dispositions particulières, toute discrimination fondée sur la nationalité est interdite."

La répétition de formules qui diffèrent partiellement dans un texte constitutionnel n'apporte rien à sa clarté, à sa compréhension de la part des lecteurs, à la sécurité du droit.

Malheureusement l'invitation à ne pas réécrire dans I partie les clauses qui se retrouvent déjà dans la II n'a pas été acceptée. On peut du moins souhaiter que l'on n'effectue pas une répétition ultérieure, avec d'autres mots, dans le cadre de la I partie même.

Il y a deux solutions possibles:

A) La suppression de l'art. I-4, qui n'est pas nécessaire est qui, en outre, malgré son titre "libertés fondamentales e non discrimination", est inséré dans le titre I consacré à "Définition et objectifs de l'Union" et non dans le titre II consacré à "Les droits fondamentaux et la citoyenneté de l'Union".

B) 1) La suppression du premier tiret de l'art. I-8, §2, en ajoutant la formule "en particulier" après les mots " les citoyennes et citoyens de l'Union jouissent des droits et sont soumis aux devoirs prévus par la présente Constitution". Cet ajout est particulièrement opportun parce qu'il fait comprendre qu'on ne rappelle ici que les droits principaux (en particulier les droits politiques) propres aux citoyens, mais que ceux-ci n'épuisent pas la vaste gamme de leurs droits, énumérés dans la Charte qui constitue la II partie du Traité constitutionnel.

B) 2) La suppression de l'art. I-44, absolument superflu e ambigu, surtout là où il parle de l'"attention" dont bénéficient les citoyens de la part des institutions.

B) 3) Il serait en outre utile, pour une plus grande clarté et simplicité du texte, que les huit premiers articles de la première partie ne soient pas divisés en deux titres, mais ordonnés de la façon suivante en un titre unique consacré aux "PRINCIPES FONDAMENTAUX DE L'UNION"¹:

Art. I-1 Institutions de l'Union - Art. I-2 Valeurs de l'Union - Art. I-3 Objectifs de l'Union - Art. I-4 (ex 7) Droits fondamentaux - Art. I-5 (ex 4) Liberté et non discrimination propres de l'Union - Art. I-6 (ex 8) Citoyenneté de l'Union - Art. I-7 (ex 5) Relations entre l'Union et les Etats membres - Art. I-8 (ex 6) Personnalité juridique.

¹ Le Titre III COMPETENCES ET ACTIONS DE L'UNION deviendrait donc le Titre II et le titre de l'art. 9 deviendrait simplement "Principes" (tels sont ceux qui sont décrits, qui ne sont "fondamentaux" dans le sens que le droit constitutionnel donne à cet adjectif)